Éditorial

Grands changements à la SEI

Ce bulletin sera le dernier publié sur un support papier.

La communauté des internationalistes français s'élargit. Ses activités se multiplient. On trouvera plus loin le compte-rendu du colloque de Pau qui fut un grand succès. On trouvera aussi le sommaire de l'ouvrage sur La loyauté dans les relations internationales issu du premier colloque de la SEI. La SEI apporte son concours à l'atelier proposé par deux jeunes docteurs pour le Congrès de l'AFSP à Lille en septembre 2002. La table-ronde sur la mondialisation dans ce Congrès sera aussi l'occasion de rencontres et d'échanges entre les différentes composantes de notre discipline.

De façon générale, les choses avancent. D'excellentes thèses sont soutenues, sur des aspects de plus en plus variés de l'international. Les chercheurs étrangers sont demandeurs d'interventions françaises dans les colloques, les rencontres, les groupes de travail et autres publications collectives. Les Français sont un peu moins absents des grandes conférences internationales, comme on a pu le constater à Canterbury en septembre 2001.

Plus que jamais, notre bulletin doit donc être accessible, visible, consultable. Plus que jamais, il doit se faire le reflet, en temps réel, de cette actualité française des relations internationales qui s'accélère. Le site internet de la Section d'Etudes Internationales, qui existe depuis déjà plusieurs mois, est le support naturel de cette évolution.

Le prochain bulletin sera donc électronique.

Son adresse : <http://www.afsp.msh-paris.fr> (sélectionner « Activité »)

Cela implique plusieurs évolutions. En premier lieu, ce bulletin sera consultable en permanence. Ensuite, il sera mis à jour régulièrement, et non trois fois par an, comme c'était le cas pour son équivalent papier. Enfin et surtout, cette mise à jour sera fonction des informations qui nous seront envoyées par les internationalistes eux-mêmes, dans les catégories suivantes :

- Appels à candidature pour les postes d'enseignement et de recherche
- Appels à candidature pour les bourses de recherche et les missions de recherche
- Vacations d'enseignements divers en relations internationales
- Annonces concernant les colloques, rencontres scientifiques ou groupes de travail
- Annonces de soutenance de thèse
- Parution d'ouvrages

Pour nous contacter :

Ces informations peuvent être envoyées à l'adresse suivante pour diffusion (sous réserve de l'avis du comité exécutif) : frederic.charillon@sciences-po.fr

TSVP ➡

Le Comité exécutif rajeunit

De nouveaux membres, plus jeunes, sont venus renforcer le comité exécutif. Plusieurs des membres fondateurs se sont retirés après avoir beaucoup fait pour le lancement, l'organisation et la consolidation de cette Section des Etudes Internationales de l'AFSP. Ceux qui demeurent de l'équipe fondatrice ne tarderont pas à passer le relais. La SEI est suffisamment solide pour qu'une rotation soit désormais possible. En témoigne l'intérêt que lui portent les « forces vives » de la SEI qui, sans faire partie du Comité, s'intéressent à la vie de la Section et la soutiennent.

Aujourd'hui le comité exécutif de la SEI se compose de :

Frédéric Charillon (professeur à l'Université de Clermont-Ferrand), François Constantin (professeur à l'Université de Pau et des pays de l'Adour), Gilles Bertrand (ATER à l'Université de Clermont-Ferrand), Guillaume Devin (professeur à l'IEP de Paris), Josepha Laroche (Professeur à l'Université de Rouen), Franck Petiteville (maître de conférences à Paris V), Brigitte Vassort-Rousset (maître de conférence à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble), Marie-Claude Smouts (directrice de recherche au CNRS/CERI).

Le Comité se réunit une fois par trimestre. Ses missions sont d'assurer la collecte et la diffusion de l'information pertinente pour les politistes internationalistes, d'organiser la rencontre annuelle de la SEI sous les auspices de l'AFSP, de réfléchir aux moyens de promouvoir la discipline à l'intérieur et à l'extérieur de la francophonie.

Il s'agit là d'un nouveau départ. A nous tous, désormais, de soutenir cet élan.

A bientôt donc... sur l'internet.

Le Comité Exécutif

Le colloque sur les biens publics modiaux à Pau

On ne dira jamais assez combien il est nécessaire, salubre et agréable de ne pas faire de colloque à Paris mais en province... Pardon : « en région »... Enfin, bref, en dehors de « la Ville », celle que les uns ont du mal à quitter et que les autres ont du mal à rejoindre, tous pour de bonnes raisons... L'avantage de la belle et calme (trop calme diront certains ?) ville de Pau, c'est qu'il ne faut pas beaucoup se forcer pour y aller : qui voudrait manquer la fameuse vue sur les Pyrénées depuis le boulevard ¹ du même nom ? Pour ma part, j'ai quitté Paris sans déplaisir et fait une infidélité à Clermont-Ferrand (autre ville qui jouit de belles vues sur la montagne) sans remords...

Il ne sera donc pas dit que l'Association française de science politique ne joue pas la carte de la décentralisation. Dans un pays où le concept apparaît plus dans les discours que dans les pratiques, il ne faut pas manquer de souligner chaque effort. Et pour être décentralisé, ce colloque l'était : Pau est quand même à plus de 800 kilomètres de Paris, à quelques sommets pyrénéens seulement de l'Espagne. Le bout du monde ? On serait tenté de le croire en contemplant le panorama magnifique qui s'offre à nous depuis, donc, le boulevard des Pyrénées (il faut dire que nous étions particulièrement chanceux côté météo). Il suffit pourtant de baisser la tête pour voir, en contrebas (toujours du fameux boulevard) la gare ferroviaire d'où il est possible de rejoindre Bordeaux et Toulouse en 2h, Paris en 5h (votre serviteur est un adepte du train). Pour un bout du monde, ce n'est pas très loin...

Un colloque à Pau n'a pas pour seul avantage la vue sur les Pyrénées (d'autant que, en fait, l'université se trouve de l'autre côté de la ville !). Citons en vrac : le foie gras, la garbure, le jurançon et le jambon de pays (bon, c'est vrai, le foie gras se prépare plutôt à partir de novembre, on tue plutôt le cochon entre décembre et février, et la garbure se déguste l'hiver également, mais sommes-nous là pour travailler ou pour manger ?). J'oublie bien sûr le château de Pau (où est né Henri IV, mais il ne faut pas le dire aux Néracais), le Pont-Vieux d'Orthez (à 40 km de là) et Lourdes, évidemment...

Mais trêve de plaisanterie, de gastronomie et de bigoterie : nous étions à Pau pour un colloque des plus sérieux, sur les biens publics mondiaux, donc. Le colloque allait-il pourtant se faire dans une ambiance telle que Calvin en imposa autrefois à Genève ? Que nenni ! Tout sérieux qu'il fut, le bon roi Henri était-il triste ?! Ce colloque se fit donc dans une atmosphère détendue grâce à nos hôtes (François Constantin, co-responsable du colloque, et Jacques Le Cacheux), à Marie-Claude Smouts (co-responsable), au président de l'AFSP, Jean Leca, tantôt président (mais de séance cette fois), tantôt auditeur attentif et interrogateur (mais du fond de la salle, cette autre fois), et au secrétaire général Pierre Muller, veillant sur le colloque comme depuis une tour de contrôle — sans oublier le regard britannique et plein d'humour de John Groom. Il est vrai que tout ceci est très subjectif : j'étais venu écouter et non faire de communication : pas de stress, pas de tract... Mais les « jeunes » intervenants (Alexandre Taithe, William Genieys) n'avaient pas l'air spécialement angoissés — ou alors intériorisent-ils très bien... Quant à David Dumoulin, il avait bien un papier (41 pages ! Ces doctorants écrivent décidément trop, croyez-moi j'en sais quelque chose !), mais pas d'intervention, il pouvait donc lui aussi avoir l'air dégagé !

Le colloque pouvait commencer. Qu'en dire ? Tous les intervenants avaient, semble-t-il, la ferme intention de décortiquer, tester, déconstruire, le discours sur les « Global Public Goods » mis à la mode par le PNUD ². Il en fut donc ainsi, François Constantin puis Jean Coussy ouvrant le bal que Marie-Claude Smouts fermait le lendemain sur le même air et donc le même constat : le concept de bien public mondial (BPM) est bien flou, peu scientifique et englobe à peu près tout ce que l'on veut qu'il englobe... Les communications en firent la démonstration (éloquente, cela va s'en dire, d'abord parce qu'elles étaient orales...). Plus le colloque avançait, et plus la démonstration avançait elle aussi, inexorable et accablante pour les malheureux (mais paraît-il arrogants) concepteurs des BPM. On atteignit le sommet (de la démonstration, pas du Pic du Midi d'Ossau) le vendredi après-

midi, après un fort bon déjeuner (relevez l'exploit, chers lecteurs !), avec Daniel Compagnon mettant cruellement en évidence « l'impossibilité de constituer la biodiversité en bien public mondial » (c'est même le titre de sa communication) ; avec Philippe Ryfman qui, de retour d'enquête auprès des ONG, nous disait que ces dernières n'avaient que faire du fameux concept ; et, last but not least, avec Dario Battistella mettant les auteurs des deux chapitres sur la paix et la résolution des conflits face à leurs contradictions (internes et l'un par rapport à l'autre). Entre-temps, c'est-à-dire du jeudi après-midi au vendredi matin, Yves Schemel, Gérard Wormser, Christian Chavagneux, Sylvia Chiffolleau avaient eux aussi pris le marteau pour enfoncer le clou (avec délicatesse, cela va sans dire), sous la présidence de séance de Josepha Laroche.

Il n'est pas si courant qu'un colloque universitaire aille jusqu'au bout de sa démarche critique et se conclut ainsi sur le classement du concept étudié dans le tiroir « discours des acteurs », et non dans celui, bien ambigu (et souvent un tantinet hypocrite), « pas très scientifique, mais à garder au cas où ». Le « cas où » étant bien sûr celui d'une demande de financement/réponse à appel d'offre à l'institution émettrice du concept, laquelle se sent aussitôt confortée dans ses choix alors que souvent ses membres attendent la critique et n'hésitent pas à mettre au panier toute idée qui se révèle mauvaise³... Ce colloque ne renvoyait donc pas à une série d'autres colloques qui auraient à poursuivre une discussion sans fin sur les BPM, mais à bien d'autres colloques sur les organisations internationales, la négociation, le système financier international, la sécurité alimentaire et sanitaire, l'eau, la biodiversité et la paix, etc. Bref : à de nombreux autres colloques de relations internationales... A quand le prochain ? Et la publication des actes de celui-ci ?

Gilles Bertrand
ATER, Université d'Auvergne (Clermont I)

1. Boulevard dites-vous : quelle horreur ! Mais non ! Celui-ci n'est pas embouteillé...

2. Inge Kaul, Isabelle Grunberg & Marc A. Stern, *Global Public Goods*, Oxford, Oxford University Press & UNDP, 1999, 549 p.

3. Les membres de l'AFD présents n'avaient d'ailleurs pas du tout l'air contrariés des résultats du colloque, bien au contraire...

L'UNION EUROPÉENNE,

ACTEUR DE LA SCÈNE INTERNATIONALE

Colloque organisé avec le CERI par Franck Petiteville et Damien Helly

20-21 juin 2002

56 rue des Saints Pères, salle François Goguel

La « capacité internationale » de l'Union européenne a été peu explorée jusqu'ici dans les travaux de la science politique française sur l'intégration européenne. Les publications sur l'action internationale de l'UE sont en effet peu nombreuses et portent principalement sur la PESC, face à une littérature en langue anglaise qui devient, elle, véritablement proliférante sur toutes les dimensions de l'action extérieure de l'UE.

Réservant une place importante aux recherches en cours de doctorants et jeunes docteurs ainsi qu'à des chercheurs étrangers, le colloque entend donc contribuer à combler cette lacune en présentant un état des savoirs actuels sur les multiples modalités de positionnement de l'Union européenne sur la scène internationale : politique étrangère et de sécurité commune mais aussi politique des droits de l'homme et action humanitaire, régulation de la globalisation aux plans commercial, agricole et environnemental, relations de l'UE avec la Russie, la Chine, l'Amérique latine, les pays ACP, le Caucase, la Méditerranée.

PROGRAMME

Judi 20 juin 2002 (9h-18h)

L'action internationale de l'UE : ouverture du colloque par Françoise de La Serre (directrice de recherche FNSP, CERI)

Matin

DIPLOMATIE, SÉCURITÉ, HUMANITAIRE :

L'ÉMERGENCE D'UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE ?

Président de séance : Christian Lequesne, directeur adjoint du CERI

Les enjeux d'une réinvention de la politique étrangère en Europe : Frédéric Charillon (professeur à l'Université de Clermont I et à l'IEP de Paris)

L'institutionnalisation de la PESC après Maastricht : Yves Buchet de Neuilly (doctorant à l'Université de Paris I)

L'évolution récente de la PESC. Le cas de la Macédoine : Claire Piana (doctorante à l'Université de Pittsburgh)

L'action humanitaire de l'UE : Tasneem Mowjee (doctorante à la London School of Economics)

Discutant : Andy Smith, chargé de recherche FNSP au CERVL, IEP de Bordeaux

Après-midi

L'UNION EUROPÉENNE, ACTEUR DE LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE ?

Présidente de séance : Marie-Claude Smouts, Directrice de recherche CNRS/CERI

La politique européenne des droits de l'homme : Christine Tiberghien (docteur de l'Université de Lille II)

Une « grande puissance commerciale » ? A propos de la capacité internationale de l'UE en matière commerciale : Franck Petiteville (maître de conférences à l'Université de Paris V, chercheur associé au CERI)

L'Union européenne dans les négociations internationales sur le protocole de Kyoto : Joyeeta Gupta (chercheuse à l'Institute for Environmental Studies, Université d'Amsterdam)

Discutante : Josepha Laroche, Professeur aux universités de Rouen et Paris I

Vendredi 21 juin 2002 (9h30-17h)

Approches inter-régionales de l'action internationale de l'Union européenne

Matin

L'UNION EUROPÉENNE ET SA « PÉRIPHÉRIE »

Président de séance : Bertrand Badie, professeur à l'IEP de Paris

L'Union européenne et la Méditerranée : Dorothee Schmid (doctorante à l'IEP de Paris)

L'Union européenne et les pays ACP : Stefan Bruene (chercheur au Deutsches Ubersee Institut, Hambourg)

L'Union européenne et le Caucase : Damien Helly (doctorant CERI)

Discutant : Jean Coussy, maître de conférences à l'EHSS, associé au CERI

Après-midi

L'UNION EUROPÉENNE ET LES PUISSANCES RÉGIONALES

Président de séance : Renaud Dehousse, (pressenti)

L'Union européenne et l'Amérique latine : Marcelo Medeiros (Professeur à l'Université de Recife, Brésil)

L'Union européenne et la Chine : Olaf Griese (doctorant CERI)

L'Union européenne et la Russie : Laure Delcour (docteur, IEP Paris)

Discutant : Christophe Jaffrelot, directeur du CERI

Avec le concours de la SEI :
Proposition d'atelier, Congrès de l'AFSP, Lille 2002

LES NOUVELLES FORMES DE LA DIPLOMATIE

Isabelle Le Breton,
Docteur en science politique, ATER au CELSA-Université Paris IV.
Tel. : 01 39 54 11 77
Mail : isa.lebreton.fal@wanadoo.fr
Marc Dixneuf,
Docteur en science politique, ATER à l'Université Paris XIII.
Tel. : 01 43 45 48 32
Mail : dixneuf.marc@free.fr

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les échanges entre les Etats se sont multipliés et densifiés. De nouveaux espaces de négociation plus ou moins formels se sont de la sorte institutionnalisés, tandis que des acteurs non-étatiques de natures diverses sont venus de plus en plus prendre part à ces transactions. La diplomatie des Etats et les appareils administratifs qui la servent se sont donc trouvés concurrencés, voire remis en cause, par ces processus qui leur échappent en partie. L'atelier sur les nouvelles formes de diplomatie se propose de rassembler des interventions qui apportent un éclairage sur ces pratiques concurrentes et sur les nouvelles stratégies d'action que déploient les Etats pour y faire face.

Il est communément admis que la diplomatie se conçoit avant tout comme une pratique étatique visant à l'établissement de contacts entre des entités politiques distinctes. Elle s'est développée au rythme de la consolidation des Etats modernes, selon une dynamique qui affecta tant l'organisation administrative interne de ces derniers que le développement de leurs relations avec leurs voisins. C'est donc à partir du XVIe siècle que les nations du Vieux Monde ont mis en place les futurs ministères des Affaires étrangères, avant que les traités de Westphalie n'instituent les règles du jeu d'une véritable diplomatie européenne. Au XIXe siècle, l'apparition de nouveaux Etats, en Amérique latine par exemple, suscita à la fois une redéfinition de l'organisation administrative de ces "Chancelleries" et une extension du réseau de leurs représentations hors d'Europe. Dans le même temps, la concurrence commerciale accrue entre les nations européennes favorisa un certain élargissement des tâches des appareils diplomatiques. Mais c'est dans la seconde partie du XXe siècle que ce processus de diversification a subi l'accélération la plus considérable, d'une part à cause de la décolonisation et d'autre part sous l'effet de l'internationalisation des sociétés et des économies nationales.

La diplomatie, telle que la définit la littérature, revêt des visages multiples : tour à tour exercice de coercition ou de négociation, simple dialogue ou tentative d'influence, ou encore dissuasion ou marchandage. Cependant, deux de ses dimensions sont omniprésentes : les appareils qui l'incarnent et les tâches qu'elle assume. La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) définit les différentes fonctions des diplomates, parmi lesquelles la représentation, l'observation et la négociation. Elle énumère aussi les règles qu'ils se doivent de respecter, comme le protocole, les immunités et la non-interférence. Toutefois, la diplomatie ne se réduit pas à ces fonctions précises pré-tendument exercées par des personnels spécifiques. Elle fait aussi intervenir des structures et des canaux de communication informelle, fluctuant au gré des gouvernements et des enjeux. Elle désigne donc non seulement un système traditionnel d'échanges interétatiques dont les règles sont prédéfinies dans un cadre juridique, mais en même temps des pratiques plus ou moins ponctuelles à la fois inhérentes aux impératifs de la politique étrangère et échappant à ce cadre juridique.

En tant qu'activité au service de la politique étrangère d'un Etat, la diplomatie est soumise aux évolutions permanentes du système international. Elle doit ainsi faire face non seulement à la transformation des conflits, à des agendas du développement toujours renouvelés (aide, faim, pauvreté, santé...), à l'intensification de flux (économiques, culturels et migratoires) de moins en moins maîtrisables, mais en plus elle doit se confronter à une multitude d'organisations régionales ou mondiales naissantes.

La concurrence que subissent aujourd'hui les appareils diplomatiques traditionnels dans l'exercice de leur tâche peut prendre plusieurs formes. Elle peut d'abord venir de l'appareil étatique lui-même, par exemple lorsque les administrations techniques empiètent sur le terrain de l'action extérieure en prenant part aux négociations multilatérales. Il est clair que le nouvel environnement international favorise cette entrée en scène de structures estimées plus pertinentes que celles du ministère des Affaires étrangères. C'est le cas en matière d'économie et de finances, mais aussi en matière d'environnement et de terrorisme. Ensuite, des structures supranationales interviennent de l'extérieur au cœur de l'action des appareils diplomatiques des Etats : c'est le cas par exemple des directions de l'Union européenne qui elles aussi participent aux négociations multilatérales.

Par ailleurs, bien d'autres acteurs viennent désormais concurrencer les diplomates traditionnels. Il peut s'agir d'acteurs institutionnels comme les collectivités locales, mais aussi de firmes ou d'ONG. L'extrême diversité des missions extérieures des Etats amène parfois ces derniers à utiliser, plus ou moins ouvertement, ces acteurs non-étatiques dans leur action diplomatique. Ces mêmes organisations ou firmes peuvent également développer des stratégies autonomes d'action susceptibles de peser sur l'environnement des Etats, par exemple lorsqu'elles influencent pour leur propre compte le déroulement de négociations multilatérales dont l'issue est déterminante pour la marge de manœuvre de ceux-ci.

Afin d'adopter une approche la plus ouverte possible sur ces nouvelles formes de diplomatie, trois thèmes d'intervention sont proposés.

Le premier se penche sur les nouvelles pratiques diplomatiques mises en œuvre par les Etats pour répondre aux nouvelles menaces ou aux défis posés par les technologies de communication qui affectent leur environnement international. Le second thème traite de la diversité des acteurs dont les pratiques concurrencent ou accompagnent les appareils diplomatiques traditionnels, qu'ils soient infra-étatiques ou supra-étatiques. Le dernier thème examine la nature des stratégies spécifiques mises en œuvre par certains acteurs non-étatiques pour participer aux transactions internationales, voire influencer les négociations multilatérales. La diplomatie s'étant construite et définie comme une pratique des Etats, il est nécessaire de s'interroger sur la qualification des pratiques des firmes internationales. Celles-ci sont si profondément insérées dans les processus diplomatiques qu'elles en arrivent à influencer la production de normes internationales et les relations entre les Etats eux-mêmes.

Dans le cadre de l'atelier, Isabelle Le Breton se propose de montrer comment le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication exige – et contraint de plus en plus à – un type inédit de diplomatie en période de crise. Antoine Vion (maître de conférence en science politique, Université Aix-Marseille II) abordera pour sa part les activités internationales des collectivités locales et les relations que celles-ci entretiennent avec l'administration des Affaires étrangères. La porosité entre la diplomatie des Etats et celle des entreprises sera évoquée par deux intervenants. Muriel Cœurdray (doctorante, EHESS) analysera la participation des entreprises à l'élaboration de la convention OCDE sur la corruption dans les transactions commerciales internationales. Marc Dixneuf évaluera les pratiques des groupes pharmaceutiques dans l'élaboration des accords sur la protection de la propriété intellectuelle (ADPIC) et les débats relatifs aux politiques de santé mondiale.

AFSP — Congrès de Lille 18-21 septembre 2002

Table ronde 19-20 septembre 2002 :

La mondialisation

La mondialisation n'est pas un état — une espèce d'ensemble de données naturalisées et irréversibles — mais un processus, c'est-à-dire un ensemble de phénomènes qui évoluent et se modifient dans le temps. À ce titre, il donne lieu à des configurations d'acteurs et de flux instables qu'il n'est pas toujours aisé d'identifier, ni d'analyser.

Pour autant, constatons tout d'abord que le thème de la mondialisation a récemment connu une irrésistible ascension, et que le terme même de mondialisation a été repris par tous les champs lexicaux. Un grand nombre de disciplines — à commencer par la science économique — y consacrent d'importants travaux. Curieusement pourtant, la science politique — les internationalistes — n'y accorde pas, nous semble-t-il, toute l'attention qu'il conviendrait¹. Ce projet de table ronde a donc pour ambition de lancer une réflexion collective sur cette question fondamentale qui transforme aujourd'hui profondément et durablement les relations internationales (aussi bien en tant que réalité empirique que savoir constitué).

Loin de tous jugements de valeur et de tout esprit polémique, nous voudrions entreprendre l'analyse de ce processus en menant une recherche résolument ancrée sur le territoire de la science politique, tout en y associant également les représentants d'autres disciplines (science juridique, sociologie, et bien entendu science économique). Naturellement l'objet s'y prête, mais ce parti pris correspond également à la conviction qu'un tel échange inter-disciplinaire ne pourra qu'enrichir et clarifier l'approche des politistes.

1. Comprendre la mondialisation

La première contribution aura pour objet d'appréhender ce processus comme un fait social et d'en retracer la socio-genèse (I, 1 Pierre-Albert Michalet). Puis nous mènerons — au croisement de la science politique et de la science économique — une évaluation portant sur la contribution de l'Économie Politique internationale à une meilleure connaissance de la mondialisation (I, 2, Jean Coussy). En effet, cette nouvelle discipline s'est précisément constituée ces dernières années à partir des difficultés qu'un grand nombre de chercheurs (politistes, économistes, historiens) rencontraient lorsqu'ils tentaient de rendre compte de la complexité du processus de mondialisation.

Deux communications sont ensuite prévues (I, 3 et 4 Catherine Wihtol de Wenden, Pierre Musso) qui aborderont la mondialisation de deux types de flux — communicationnels et migratoires — revêtant une dimension globale : tout à la fois politique, économique, sociale et culturelle. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils doivent être, nous semble-t-il, traités dès la première partie.

2. Déterritorialisation de l'économie mondiale

Les indicateurs qui témoignent de la déterritorialisation de l'économie mondiale sont les suivants :

— Une internationalisation des firmes qui se caractérise par un nouveau mode de gestion des entreprises, au point que ces dernières se démarquent désormais sensiblement du fonctionnement des entreprises multinationales traditionnelles. Un nouveau type de firme est apparu : « la firme globale », dont il conviendra de mettre en évidence les caractéristiques pour mieux appréhender leurs effets sur le politique (II, 1, Wladimir Andreff).

— La globalisation financière et l'accélération des mouvements internationaux de capitaux montrent que nous sommes en présence d'une nouvelle donne financière mondiale qui semble en grande partie indépendante des États, même si, initialement et paradoxalement, ce sont eux qui ont impulsé le mouvement en s'engageant dans un processus de déréglementation et de décloisonnement des marchés boursiers. En l'espèce, il s'agira surtout de déterminer les conséquences politiques de cette autonomisation (II, 2, André Cartapanis).

Après avoir mis en relief : * le développement considérable des échanges commerciaux, * la croissance du taux d'ouverture commerciale des économies nationales, * la concurrence des pays émergents dans le commerce mondial, * le développement des IDE, * l'extension de la concurrence internationale à de nouveaux secteurs (II, 3, Michel Rainelli), nous envisagerons les enseignements qu'il y a lieu d'en tirer quant au politique.

Soulignons un paradoxe : dans un même mouvement, le processus de mondialisation homogénéise et accentue les disparités, il uniformise, tout en hiérarchisant et excluant. Autrement dit, la mondialisation est à la fois créatrice et destructrice : c'est un processus inégal et inégalitaire qui produit des gagnants et des perdants. Ainsi, au plan des rapports Nord/Sud, contribue-t-il à renforcer l'asymétrie des échanges, à aggraver « l'inégalité du monde » (II, 4, Pierre-Noël Giraud).

3. Mondialisation et recompositions socio-politiques

S'agissant de la dimension socio-politique, la mondialisation de l'économie de marché induit une disjonction État/territoire et une redistribution de l'autorité politique au plan mondial. Le marché, exerçant désormais une forme de suprématie sur l'organisation des sociétés, n'est pas sans provoquer une certaine exacerbation des corporatismes et l'émergence de mouvements nationaux et transnationaux de résistance, voire de refus (III, 1, Jacques Capdevielle).

Elle pose aussi la question de la gouvernance et plus encore celle des zones de non-gouvernance (paradis fiscaux, par exemple), favorisant par là même, l'essor mondial d'une criminalité transnationale (III, 2, Jean-Louis Briquet).

Par ailleurs, elle bouleverse le jeu de la diplomatie traditionnelle, fragilisant les diplomaties étatiques et facilitant, en revanche, l'émergence, voire la montée en puissance, de diplomaties non-étatiques (III, 3, Guillaume Devin).

Enfin, force est de constater que les recompositions régionales tendent aujourd'hui à se multiplier et parfois même à s'interpénétrer, certains États appartenant simultanément à plusieurs ensembles régionaux. Ceci nous démontre que, contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, les intégrations régionales ne contredisent pas le mouvement général de libéralisation multilatérale des échanges, au contraire même. En fait, la formation de blocs régionaux procède du processus de mondialisation et en constitue une étape décisive : dans une approche résolument comparatiste, ce sont les modalités de ce passage obligé que nous proposons d'exposer (III, 4, Sophie Boisseau Du Rocher).

4. La mondialisation en perspective

Mettant la mondialisation en perspective, la quatrième et dernière partie aura pour objet d'apporter des réponses à un ensemble de questionnement. En l'occurrence, nous examinerons si l'attention accordée aujourd'hui à la protection des biens communs (environnement, santé publique) peut véritablement se concilier avec la logique d'un marché mondialisé fondé sur la recherche du profit et de la croissance (IV, 1, 2 et 3, Marie-Claude Smouts, François Constantin, Bernard Montaville).

Si la mondialisation se traduit bien par une intrication de l'économique et du politique et une érosion de la dichotomie interne/international, elle s'accompagne également de l'imposition de règles communes de plus en plus contraignantes qui traduisent une inflexion des valeurs de plus en plus souvent juridiquement reconnues et politiquement sanctionnées. Cette observation vaut particulièrement en matière de protection internationale des droits de l'Homme où l'on assiste à une

régression substantielle de la culture de l'impunité et corrélativement à la juridicisation d'une loyauté internationale qui joue comme principe d'ordre. À cet égard, nous tenterons de déceler les corrélations qui peuvent exister entre l'accentuation du processus de mondialisation et la pénalisation internationale de violations des droits de l'Homme (IV, 4, Patrick Baudouin).

Rappelons que le processus de mondialisation s'est historiquement accentué dans le temps même où l'Union soviétique s'effondrait et la Guerre Froide prenait fin. Il s'agira donc d'étudier au plus près le croisement de ces deux logiques pour comprendre comment la disparition de la bipolarité conjuguée à l'accélération du processus de mondialisation ont pu modifier en profondeur la dialectique guerre paix (multiplication des guerres infra-étatiques dues à l'exacerbation des particularismes identitaires, prise en compte de nouveaux acteurs parties prenantes des conflits, comme les entreprises transnationales de mercenaires par exemple) et les représentations que s'en font les acteurs (IV, 5, Pascal Vennesson).

Enfin, soulignons que la mondialisation s'accompagne d'une explosion normative et d'une restructuration de l'ordre juridique international telles qu'il faille se demander si nous n'assistons pas à l'émergence d'un droit de la mondialisation. Des dysfonctionnements — voire parfois un certain chaos — souvent imputés au processus de mondialisation ont conduit certains à préconiser « une humanisation de la mondialisation » et par conséquent la nécessité d'une régulation qui passerait par le renforcement du droit. Dans ce cas de figure, peut-on alors envisager la mise en œuvre d'une régulation juridique de la mondialisation, et à quelles conditions (Alain Pellet IV, 6.) ?

Josepha Laroche

1. À l'exception de quelques publications comme Senarclens Pierre de (Éd.) *Maîtriser la mondialisation*, Paris, Presses de Science Po, 2000.

Programme provisoire

Introduction : Josepha Laroche

I. Comprendre la mondialisation

Président : Pierre de Sénarclens (Université de Lausanne)

1. *De l'économie monde à la mondialisation* (Charles-Albert Michalet, Université Paris IX)
2. *Les politiques économiques publiques dans la mondialisation* (Jean Coussy, EHESS)
3. *La mondialisation des flux migratoires* (Catherine Wihtol de Wenden, CERI)
4. *La mondialisation de la communication* (Pierre Musso, Université de Rennes)

Discutants : Didier Bigo (IEP Paris, Directeur de la revue *Cultures & Conflits*), Ronen Palan (University of Sussex)

II. Déterritorialisation de l'économie mondiale

Président : XXXXX

1. *La restructuration stratégique des firmes transnationales* (Wladimir Andreff, Paris I)
2. *La finance internationale : mouvements erratiques et gouvernance* (André Cartapanis, CNRS/CEFI)
3. *Commerce international et négociations multilatérales* (Michel Rainelli, Université de Nice, LATAPSES)
4. *Mondialisation et renforcement des inégalités* (Pierre-Noël Giraud, École des Mines)

Discutants : Christian Chavagneux (Rédacteur en chef de la revue *L'Économie politique*), Frank Petiteville (Université Paris V)

III. Mondialisation et recompositions socio-politiques

Président : Bertrand Badie (IEP, Paris)

1. *Les mobilisations transnationales anti-mondialisation* (Jacques Capdevielle, CEVIPOF)
2. *La transnationalisation de la criminalité* (Gilles Favarel, CERI)
3. *Les États et les diplomaties concurrentielles* (Guillaume Devin, IEP Paris)
4. *Les intégrations régionales : une réponse à la mondialisation ?* (Sophie Boisseau Du Rocher, Chercheur associé au CERI)

Discutants : Richard Banégas (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), Frédéric Charillon (Université de Clermont-Ferrand).

IV. La mondialisation en perspective

Président : Jean Leca (Président de l'AFSP)

1. *Logique du marché versus protection des biens communs : l'exemple de la déforestation* (Marie-Claude Smouts, CERI)
2. *Grosses bêtes, bonnes affaires et biens peu communs* (François Constantin, Université de Pau)
3. *La mondialisation de la santé publique* (Docteur Bernard Montaville, Conseiller aux Affaires Étrangères, M.A.E., Assistance Publique-Hôpitaux de Paris)
4. *L'impact de la mondialisation sur les droits de l'Homme* (Patrick Baudouin, Président d'honneur de la F.I.D.H.)
5. *Guerres et paix à l'heure de la mondialisation* (Pascal Vennesson, Université Paris II Panthéon-Assas)
6. *Une régulation juridique de la mondialisation est-elle possible ?* (Alain Pellet, Université Paris X Nanterre)

Discutants : Daniel Compagnon (IEP Bordeaux), Pierre Mazet (Université de La Rochelle), Philippe Ryfman (Paris I).

Débat

Conclusion générale : Josepha Laroche

UNIVERSITÉ D'OXFORD
BOURSE BESSE - EXETER COLLEGE

1) Exeter College désignera un boursier Besse pour l'année universitaire 2002-2003. **Les candidats doivent être de nationalité française.**

2) La bourse, d'un montant de £5 700, permet de couvrir les frais de résidence et de pension. La résidence à Oxford est obligatoire pour les trois trimestres de l'année académique 2002-2003. Une chambre payante sera disponible au collège pour toute la période d'octobre à juin.

En outre, on demandera au boursier de donner des cours de conversation aux étudiants du Collège (maximum de six heures par semaine) qui seront rémunérés au tarif horaire en vigueur.

3) Le bénéficiaire de la bourse devra posséder une connaissance de l'anglais, écrit et oral, qui lui permette de profiter au mieux de son séjour à Oxford et de prendre une part active à la vie du collège. Il est important de noter que l'Université d'Oxford est organisée sur le principe de collèges autonomes ayant chacun sa gestion, ses moyens, et son cadre de vie propres. Chaque collège est une unité de résidence et d'enseignement qui offre à ses étudiants hébergement et repas et des possibilités sociales et sportives qui dépassent celles offertes par l'Université.

4) Les candidats doivent être titulaires, au minimum, d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent, quel que soit leur domaine de spécialité. Toutefois, les études que le candidat retenu se propose de poursuivre à Oxford doivent être approuvées par le collège. Toute personne engagée dans des travaux de recherche en vue de l'obtention d'un diplôme post-maîtrise d'une université française pourra être candidat. **Les candidatures en vue de la préparation d'un diplôme de l'Université d'Oxford ne sont pas recevables.**

5) La bourse est valable pour une seule année universitaire.

6) Les formulaires de candidature seront adressés sur demande par le Secrétariat de la Maison Française, Norham Road, Oxford, OX2 6SE. Les candidats sont priés de **remplir le formulaire en deux exemplaires** et d'y joindre une photographie récente (format passeport). Le dossier complet devra parvenir au Directeur de la Maison Française **avant le 28 février 2002.**

7) Les candidats sont priés de faire adresser directement au Directeur de la Maison Française avant le 28 février 2002 trois appréciations confidentielles - en anglais ou en français - émanant de personnes ayant une connaissance directe de leurs intérêts, de leurs aptitudes intellectuelles et des résultats qu'ils ont obtenus. Ni le Directeur, ni le collège ne solliciteront des intéressés ces appréciations. Les candidats pourront éventuellement être convoqués pour un entretien, à Oxford ou à Paris (courant avril 2002).

8) Une documentation générale concernant la situation des étudiants effectuant des recherches à l'Université d'Oxford est disponible dans le « *Graduate Studies Prospectus 2002-2003* » que l'on obtiendra en écrivant à l'Information Officer, University Offices, Wellington Square, Oxford, OX1 2JD.

9) Toute autre demande de renseignements doit être adressée au Directeur de la Maison Française, qui a accepté d'assurer la liaison entre le collège et les étudiants et organismes français que la bourse intéresserait.

Maison Française d'Oxford, Norham Road, Oxford, OX2 6SE
Téléphone : CO 44 1865 274 220, Fax : OC 44 1865 274 225
e.mail: maison@herald.ox.ac.uk

BOURSES LAVOISIER
POUR
LA MAISON FRANÇAISE D'OXFORD

Au titre du programme de bourses Lavoisier géré par le Ministère des Affaires étrangères, environ 48 allocations mensuelles d'un montant de 915 € sont mises à la disposition de jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales préparant une thèse ou en situation post-doctorale, qui désirent poursuivre leurs travaux à Oxford.

Le programme ne permet en aucun cas de préparer un diplôme britannique de type Master ou PhD.

La bourse peut être demandée pour une durée de 9 mois à partir du 1^{er} octobre.

Les bénéficiaires d'une bourse Lavoisier seront accueillis à la Maison Française d'Oxford, centre d'études et de recherches rattaché à l'Université d'Oxford, qui dispose d'une dizaine de chambres destinées aux étudiants.

Conditions particulières

Le projet de recherche est un élément décisif dans la sélection des candidats dont les travaux doivent déboucher sur la présentation d'une thèse en soutenance ou sur une publication. Il importe que les candidats aient pris préalablement contact avec un enseignant de l'Université d'Oxford ou d'Oxford Brookes University qui accepte de servir de référent scientifique aux candidats. Une bonne connaissance de la langue anglaise est exigée. Elle devra être attestée par un professeur d'université ou par un certificat de compétences approprié.

Constitution et dépôt des dossiers de candidature

Les formulaires du Ministère des Affaires étrangères sont exclusivement diffusés sur le site web d'Egide à l'adresse suivante:

www.egide.asso.fr/bfe

Les dossiers doivent être adressés à:

Egide
Service Enseignement Supérieur - Programme BFE
28 rue de la Grange-aux-Belles
75010 Paris

avant le 15 mars 2002

Pour toute information complémentaire, prendre contact avec:

M. le Directeur de la Maison Française d'Oxford
Norham Road
Oxford OX2 6SE
maison@herald.ox.ac.uk

La loyauté dans les relations internationales

sous la direction de Josepha Laroche

Paris, L'Harmattan, 2001

Cet ouvrage est le premier d'une série publiée à partir des travaux de la SEI. Le prochain ouvrage, sous la direction de François Constantin portera sur Les biens public mondiaux.

On trouvera ici l'argumentaire de La loyauté dans les relations internationales ainsi que la table des matières.

Argumentaire

Traiter de la loyauté dans les relations internationales relevait de la gageure, tant le concept de loyauté est étranger à l'analyse des relations internationales. Définie comme fidélité aux engagements pris, la loyauté est spontanément perçue comme une vertu morale, une qualité psychologique s'accomplissant essentiellement dans les relations inter-personnelles. Or, cet ouvrage – issu d'une recherche collective et trans-disciplinaire – a pour ambition de démontrer que la loyauté ne se réduit plus à ce simple registre éthique et subjectif. Pour ce faire, il propose un cadre d'analyse qui permet de mettre en évidence comment et pourquoi la loyauté est à présent entrée dans l'ordre politico-juridique.

En effet, les temps ont changé et les relations internationales connaissent depuis ces dernières décennies un véritable basculement des valeurs : à l'heure de la mondialisation, la loyauté est devenue une injonction structurelle, juridiquement reconnue et politiquement sanctionnée, un principe d'ordre désormais indispensable à la sécurité des échanges de tous les acteurs impliqués dans la politique internationale.

On l'aura compris, il n'est donc évidemment pas question ici de se réjouir d'une soudaine élévation des consciences morales. Il ne s'agit aucunement de cela, mais bien plutôt de montrer que la loyauté dans les relations internationales constitue un mode d'imposition de règles communes de plus en plus contraignantes et en voie de juridicisation.

Table des matières

Avant propos : Marie-Claude Smouts

Liste des auteurs

Introduction

La loyauté comme cadre d'analyse

Josepha Laroche

Première partie

La loyauté dans la théorie des relations internationales

Machiavel et le respect de la promesse donnée : contre le contresens, Armelle Le Bras-Chopard

La loyauté selon Raymond Aron, Gérard Wormser

La loyalty, parent pauvre de la trilogie conceptuelle d'A. O. Hirschman, Patrick Lehingue

Deuxième partie
Politique étrangère et loyauté

Peut-on choisir sa loyauté en politique étrangère ?, Frédéric Charillon

Loyauté et déloyauté dans les alliances. Les relations anglo-américaines au cours de la Seconde Guerre mondiale, Pascal Vennesson

La loyauté dans l'organisation de la sécurité internationale : le cas du désarmement et de la non-prolifération des armes nucléaires, Jean Klein

Troisième partie
La loyauté dans l'économie internationale

Lutte contre la corruption et loyauté dans les relations internationales, Jacques Chevallier

Réflexions sur la loyauté dans le commerce international, Michel Rainelli

L'accord sur les ADPIC : vers une réglementation loyale de la propriété intellectuelle ?, Ahmed Hidass

La coopération transfrontalière France-Espagne : entre défection et loyauté, Pierre Mazet

Quatrième partie
La loyauté comme principe d'ordre

Qu'est-ce qu'une information loyale ?, Yves Poirmeur

Codes de conduite et loyauté dans le champ humanitaire, Philippe Ryfman

Régimes politiques et loyautés envers le genre humain en temps de guerre, Thomas Lindemann

Y a-t-il aujourd'hui une loyauté à l'égard de l'humanité ?, Philippe Moreau Defarges

Conclusion

La loyauté : d'un monde à l'autre, Guillaume Devin